

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE POUR LES
ENTREPRISES ARTISTIQUES ET CULTURELLES DU
1ER JANVIER 1984. ETENDUE PAR ARRÊTÉ DU 4
JANVIER 1994 JORF 26 JANVIER 1994.

IDCC 1285

Brochure 3226

TEXTE INTÉGRAL

14/02/2023

Titre Ier : Dispositions générales 1

Champ d'application 1
Durée, révision, dénonciation 1
Droits acquis 1
Négociation 2
Dialogue social 2
Missions de la CPPNI, instance paritaire de branche 2
Participation à la commission de négociation ainsi qu'à la commission d'interprétation et de conciliation et de validation 3
Adhésion 3
Recours devant la commission 3

Titre II : Liberté d'opinion-Droit syndical 4

Liberté d'opinion et liberté civique 4
Aide au paritarisme 4
Délégués syndicaux 5
Exercice d'un mandat syndical 6
Absence pour raisons syndicales 6
Congé de formation économique, sociale et syndicale 6
Représentant de section syndicale 6

Titre III : Institutions représentatives du personnel 6

Délégués du personnel 6
Comité social et économique 7
Activités sociales dans les entreprises 8
Hygiène, sécurité, conditions de travail 11

Titre IV : Modalités d'exercice du droit d'expression des salariés dans l'entreprise 11

Groupe d'expression 11
Animation et organisation des groupes 11
Fréquence et durée des réunions 11
Transmission des vœux et avis 11
Garantie de la liberté d'expression 11

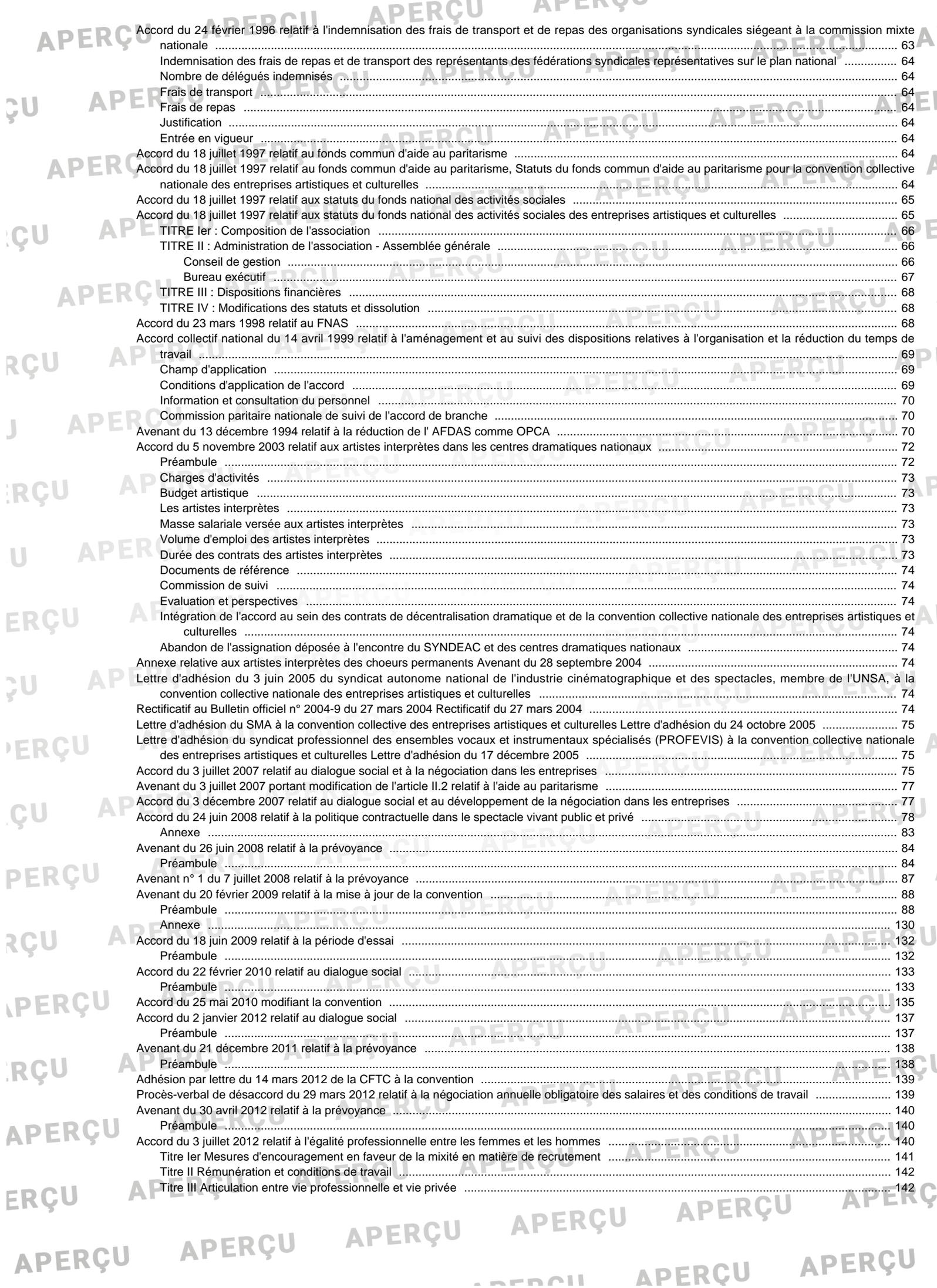
Titre V : Dispositions relatives à l'emploi 11

Contrat de travail 12
Conclusion du contrat - Engagement 12
Période d'essai 12
Formation permanente 12
Insertion professionnelle 12
Remplacement temporaire d'un salarié par un autre membre du personnel 13
Remplacement temporaire d'un salarié par un autre membre du personnel en cas de vacance suite à la rupture du contrat de travail 13
Création d'emploi 13
Préavis 13
Licenciement 13
Sécurité d'emploi et reclassement 13
Indemnité de licenciement 13
Indemnité de départ en retraite 14
Contrat à durée indéterminée intermittent 14
Contrat de travail à durée déterminée 15
Transformation des contrats 17
Création d'emploi 17
Evaluation de l'utilisation des contrats 17
Sécurisation des parcours professionnels 17

Titre VI : Organisation et durée du travail 17

Préambule 17
Durée du travail 17
Définition du temps de travail effectif 18
Périodes de référence de l'aménagement du temps de travail 18
Durée maximale hebdomadaire 18
Organisation du travail hebdomadaire et repos hebdomadaire 18
Durée quotidienne de travail 19
Repos quotidien 19
Heures effectuées dans le cadre de l'aménagement du temps de travail 19
Heures effectuées au-delà de l'horaire hebdomadaire moyen 20
Dispositions relatives aux arrivées et départs en cours de période de référence 20
Dispositifs de contrôle de l'aménagement du temps de travail 20
Majoration pour heures supplémentaires 20
Contreparties obligatoires en repos 20
Bénéficiaires 20
Alimentation du compte 20
Tenue du compte 20
Utilisation du CET 20
Rémunération du congé 21
Cessation et transmission du compte 21
Aménagement du compte épargne-temps 21
Heures complémentaires effectuées 21
Mise en place d'un compte épargne-temps 21
Mesures applicables aux cadres 21

Conditions de recours au chômage partiel	22
Titre VII : Primes et indemnités diverses	22
Indemnité de panier	22
Transport	22
Vêtement de travail et de sécurité	22
Feux	22
Indemnité de double résidence pendant la période d'essai	22
Indemnité de changement de résidence et d'installation	22
Titre VIII : Déplacements et tournées, voyages	22
Conditions générales	23
Indemnités	23
Autres modalités	24
Dispositions relatives aux voyages	24
Dispositions relatives aux voyages	25
Titre IX : Congés	26
Congés payés	26
Jours fériés, chômés, payés	26
Congés exceptionnels	26
Congés sans solde	28
Maternité	28
Titre X : Rémunération du travail (1) (1) Titre étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, qui prévoit que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.	29
Salaire de base	29
Garantie de progression des salaires réels	29
Rémunération des emplois figurant dans la filière artistique	29
Rémunération des emplois autres qu'artistiques (figurant dans les filières administration-production, communication-relations publiques-action culturelle, technique)	31
Titre XI : Nomenclature et définition des emplois	32
Préambule	33
Emplois artistiques	33
Emplois autres qu'artistiques	34
Titre XII : Retraite et prévoyance	38
Retraite	38
Prévoyance	39
Titre XIII : Dispositions spécifiques à l'emploi des artistes dramatiques	42
Dispositions relatives à l'emploi et à l'engagement	42
Organisation du travail et durée du travail	43
Déplacements et tournées. Temps de repos après un déplacement	44
Titre XIV : Dispositions spécifiques à l'emploi des artistes chorégraphiques	44
Dispositions relatives à l'emploi et à l'engagement	44
Organisation du travail et travail effectif	46
Période de répétition	46
Vêtements spécifiques aux artistes chorégraphiques	47
Titre XV : Dispositions spécifiques à l'emploi des artistes musiciens	47
Préambule	47
Dispositions relatives à l'emploi et à l'engagement des artistes	48
Organisation du travail et durée du travail	49
Dispositions particulières concernant les tournées	51
Assurance des instruments appartenant aux musiciens en CDI des orchestres à nomenclature	52
Titre XVI : Dispositions spécifiques à l'emploi des artistes lyriques	52
Recrutement	52
Organisation du travail et durée du travail	53
Dispositions particulières concernant les déplacements, tournées et voyages	55
Autres dispositions particulières	56
Feux	56
Titre XVII : Dispositions spécifiques à l'emploi des artistes du cirque	56
Mode de recrutement des artistes	56
Contrats	57
Période d'essai	57
Polycompétence	57
Organisation du travail et travail effectif	57
Actions culturelles et activités connexes	58
Affichage ou diffusion du plan de travail	58
Repos hebdomadaire	59
Habillage et accessoires	59
Indemnités d'installation et de double résidence	59
Déplacements et tournées	59
Titre XVIII : Prévention et sanctions des violences sexuelles et des agissements sexistes au travail	59
Textes Attachés	62
Convention collective nationale du 1 janvier 1984 relative au volume d'emploi des artistes-interprètes	62
Protocole d'accord sur le volume d'emploi des artistes-interprètes dans les centres dramatiques nationaux	62
Accord national professionnel du 3 mai 1988 relatif à la formation professionnelle, Entreprises d'action culturelle	62
Titre Ier : Les employeurs	62
Titre II : Les salariés	63
Avenant du 2 février 1993 à l'article 1er de la convention	63



Accord du 24 février 1996 relatif à l'indemnisation des frais de transport et de repas des organisations syndicales siégeant à la commission mixte nationale	63
Indemnisation des frais de repas et de transport des représentants des fédérations syndicales représentatives sur le plan national	64
Nombre de délégués indemnisés	64
Frais de transport	64
Frais de repas	64
Justification	64
Entrée en vigueur	64
Accord du 18 juillet 1997 relatif au fonds commun d'aide au paritarisme	64
Accord du 18 juillet 1997 relatif au fonds commun d'aide au paritarisme, Statuts du fonds commun d'aide au paritarisme pour la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles	64
Accord du 18 juillet 1997 relatif aux statuts du fonds national des activités sociales	65
Accord du 18 juillet 1997 relatif aux statuts du fonds national des activités sociales des entreprises artistiques et culturelles	65
TITRE Ier : Composition de l'association	66
TITRE II : Administration de l'association - Assemblée générale	66
Conseil de gestion	66
Bureau exécutif	67
TITRE III : Dispositions financières	68
TITRE IV : Modifications des statuts et dissolution	68
Accord du 23 mars 1998 relatif au FNAS	68
Accord collectif national du 14 avril 1999 relatif à l'aménagement et au suivi des dispositions relatives à l'organisation et la réduction du temps de travail	69
Champ d'application	69
Conditions d'application de l'accord	69
Information et consultation du personnel	70
Commission paritaire nationale de suivi de l'accord de branche	70
Avenant du 13 décembre 1994 relatif à la réduction de l'AFDAS comme OPCA	70
Accord du 5 novembre 2003 relatif aux artistes interprètes dans les centres dramatiques nationaux	72
Préambule	72
Charges d'activités	73
Budget artistique	73
Les artistes interprètes	73
Masse salariale versée aux artistes interprètes	73
Volume d'emploi des artistes interprètes	73
Durée des contrats des artistes interprètes	73
Documents de référence	74
Commission de suivi	74
Evaluation et perspectives	74
Intégration de l'accord au sein des contrats de décentralisation dramatique et de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles	74
Abandon de l'assignation déposée à l'encontre du SYNDEAC et des centres dramatiques nationaux	74
Annexe relative aux artistes interprètes des chœurs permanents Avenant du 28 septembre 2004	74
Lettre d'adhésion du 3 juin 2005 du syndicat autonome national de l'industrie cinématographique et des spectacles, membre de l'UNSA, à la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles	74
Rectificatif au Bulletin officiel n° 2004-9 du 27 mars 2004 Rectificatif du 27 mars 2004	74
Lettre d'adhésion du SMA à la convention collective des entreprises artistiques et culturelles Lettre d'adhésion du 24 octobre 2005	75
Lettre d'adhésion du syndicat professionnel des ensembles vocaux et instrumentaux spécialisés (PROFEVIS) à la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles Lettre d'adhésion du 17 décembre 2005	75
Accord du 3 juillet 2007 relatif au dialogue social et à la négociation dans les entreprises	75
Avenant du 3 juillet 2007 portant modification de l'article II.2 relatif à l'aide au paritarisme	77
Accord du 3 décembre 2007 relatif au dialogue social et au développement de la négociation dans les entreprises	77
Accord du 24 juin 2008 relatif à la politique contractuelle dans le spectacle vivant public et privé	78
Annexe	83
Avenant du 26 juin 2008 relatif à la prévoyance	84
Préambule	84
Avenant n° 1 du 7 juillet 2008 relatif à la prévoyance	87
Avenant du 20 février 2009 relatif à la mise à jour de la convention	88
Préambule	88
Annexe	130
Accord du 18 juin 2009 relatif à la période d'essai	132
Préambule	132
Accord du 22 février 2010 relatif au dialogue social	133
Préambule	133
Accord du 25 mai 2010 modifiant la convention	135
Accord du 2 janvier 2012 relatif au dialogue social	137
Préambule	137
Avenant du 21 décembre 2011 relatif à la prévoyance	138
Préambule	138
Adhésion par lettre du 14 mars 2012 de la CFTC à la convention	139
Procès-verbal de désaccord du 29 mars 2012 relatif à la négociation annuelle obligatoire des salaires et des conditions de travail	139
Avenant du 30 avril 2012 relatif à la prévoyance	140
Préambule	140
Accord du 3 juillet 2012 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	140
Titre Ier Mesures d'encouragement en faveur de la mixité en matière de recrutement	141
Titre II Rémunération et conditions de travail	142
Titre III Articulation entre vie professionnelle et vie privée	142



Titre IV Formation professionnelle et déroulement de carrière	143
Titre V Suivi de l'accord	144
Titre VI Autres dispositions	144
Annexe I	144
Accord du 24 juillet 2012 modifiant la convention collective	145
Préambule	145
Annexe	156
Avenant du 27 novembre 2012 relatif aux cotisations prévoyance	156
Préambule	156
Accord du 3 mars 2014 portant modification de l'article I.2 du titre Ier	157
Préambule	157
Accord de sous-branche du 12 juillet 2013 relatif aux orchestres à nomenclature	157
Avenant du 30 avril 2014 relatif aux frais de soins de santé (titre XII)	158
Préambule	158
Accord du 8 janvier 2015 modifiant les articles I.4 et suivants	159
Avenant du 1er octobre 2015 à la convention collective	160
Préambule	160
Avenant du 1er octobre 2015 à la convention collective	161
Préambule	162
Avenant du 9 décembre 2015 relatif à la prévoyance et aux frais de santé	162
Préambule	162
Accord du 8 juin 2016 relatif à la mensualisation des artistes interprètes	163
Avenant du 8 décembre 2016 à la convention collective	163
Avenant du 6 décembre 2017 relatif à la modification de l'article X.3 de la convention collective	164
Accord du 20 décembre 2017 portant création d'un titre XVII « artistes de cirque » dans la convention collective	165
Préambule	165
Titre XVII Artistes de cirque	165
Titre X Rémunération du travail	168
Titre VIII Déplacements, tournées et voyages	168
Grille salaires minima	169
Durée de l'accord	169
Dépôt et demande d'extension	169
Accord du 28 mars 2018 modifiant l'article I.1 « Champ d'application » de la convention collective	169
Préambule	169
Accord du 28 mars 2018 portant prorogation des mandats des membres de l'assemblée générale et du conseil de gestion du fonds national d'activités sociales (FNAS)	170
Préambule	170
Accord du 4 avril 2018 portant révision des articles I.5.3, I.6 et suivants de la convention collective et créant la CPPNI	170
Préambule	170
Accord du 29 mai 2018 relatif à la révision des statuts du FNAS	172
Préambule	172
Accord du 20 juillet 2018 portant révision de la convention collective nationale	173
Préambule	174
Accord du 3 octobre 2018 relatif au règlement intérieur de la CPPNI créée par l'accord de révision du 4 avril 2018	177
Préambule	177
Accord du 13 décembre 2018 relatif au verrouillage des thèmes de la convention collective	178
Préambule	179
Accord du 11 avril 2019 relatif à la révision de l'article VI-6.1 de la convention collective	179
Préambule	179
Accord du 31 octobre 2019 relatif à la révision du titre III de la convention collective	180
Préambule	180
Avenant du 28 février 2020 à l'accord du 31 janvier 2019 relatif aux salaires minima pour l'année 2019	181
Préambule	181
Accord du 22 septembre 2021 relatif à la modification de la durée du mandat des élus du FNAS (art. III.3.3 de la convention collective)	182
Préambule	182
Avenant du 22 septembre 2021 relatif aux congés exceptionnels	182
Préambule	182
Avenant du 5 avril 2022 relatif à la modification de l'article IX.1 « Congés payés »	185
Préambule	185
Avenant du 5 avril 2022 relatif à la modification de l'article XI. 3 « Filière Administration. Production »	186
Préambule	186
Avenant du 5 avril 2022 relatif à la classification des emplois des filières communication et administration	188
Préambule	188
Accord du 27 septembre 2022 relatif à la prévention et aux sanctions des violences sexuelles et des agissements sexistes au travail	188
Préambule	188
Avenant du 27 septembre 2022 relatif à la modification de la convention collective (article III.3 « Activités sociales dans les entreprises »)	191
Préambule	192
Avenant du 27 septembre 2022 relatif à la modification de la convention collective (articles II.2 et 8 des statuts du fonds commun d'aide au paritarisme)	193
Préambule	193
Textes Salaires	194
Annexe du 16 décembre 2003 relative aux salaires des artistes interprètes des chœurs permanents	194
Accord du 11 avril 2005 relatif aux salaires	194
Accord du 16 avril 2007 relatif aux salaires pour l'année 2007	197
Préambule	197
Annexe I	200

Accord du 27 mars 2009 relatif aux salaires au 1er janvier 2009	200
Préambule	200
Accord du 12 avril 2010 relatif aux salaires pour l'année 2010	202
Préambule	202
Accord du 15 avril 2011 relatif aux salaires minima au 1er avril 2011	205
Préambule	205
Accord du 3 décembre 2012 relatif aux salaires minima au 1er décembre 2012	208
Accord du 6 mai 2013 relatif aux salaires minima au 1er avril 2013	209
Accord du 7 juillet 2014 relatif aux salaires minima au 1er avril 2014	211
Accord du 20 juillet 2015 relatif aux salaires minima au 1er juillet 2015	213
Préambule	214
Accord du 8 juin 2016 relatif aux plafonds des congés spectacles	216
Accord du 4 mai 2017 relatif aux plafonds des congés spectacles	216
Préambule	217
Accord du 1er juillet 2017 relatif aux salaires minima	217
Préambule	217
Accord du 31 janvier 2019 relatif aux salaires minima pour l'année 2019	219
Préambule	220
Accord du 8 décembre 2021 relatif aux salaires minima pour l'année 2021	222
Préambule	222
Accord du 16 mai 2022 relatif aux salaires minima pour l'année 2022	224
Préambule	224
Avenant du 27 juillet 2022 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2022	226
Préambule	226
Accord national professionnel concernant la formation professionnelle des salariés employés par contrat à durée indéterminée dans les secteurs des spectacles vivants et de l'action culturelle.	227
CHAPITRE Ier : Dispositions générales.	227
CHAPITRE II : Les employeurs.	227
CHAPITRE III : Les salariés.	228
Accord du 6 novembre 1985 relatif à la formation professionnelle en vigueur à la date de parution de l'arrêté d'extension au Journal officiel.	228
CHAPITRE Ier : LES AYANTS DROIT.	229
CHAPITRE II : GESTION DES ACTIONS DE FORMATION.	229
CHAPITRE III : LES EMPLOYEURS.	230
CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.	230
CHAPITRE V : DISPOSITIONS GENERALES.	230
Accord du 24 juin 1992 relatif à la gestion des plans de formation	230
Textes Attachés	232
Lettre de dénonciation du 5 février 2004 de la CNRL de l'accord du 24 juin 1992	232
Accord du 22 juin 1993 portant création d'une commission paritaire nationale emploi-formation	232
Champ d'application	232
Composition	232
Objectifs	232
Missions	232
Organisation	233
Litiges et contrôle	233
Durée de l'accord	233
Accord du 16 mai 1995 relatif aux enregistrements sonores	233
Préambule	233
Objet de l'accord.	234
Modalités de mise en oeuvre.	234
Communication des éléments d'information.	234
Facturation et paiement.	234
Lieux d'accueil.	234
Rémunération.	234
Limites de l'autorisation accordée.	234
Garantie.	234
Commission paritaire de mise en oeuvre et de conciliation.	234
Abattement.	235
Entrée en vigueur.	235
Durée.	235
Bilan de mise en oeuvre.	235
Transactions pour la période antérieure.	235
Dépôt.	235
Textes Attachés	235
Annexe I à l'accord du 16 mai 1995 relatif aux enregistrements sonores	235
Spectacles dramatiques.	235
BORDEREAU DECLARATIF PREVISIONNEL	236
A retourner 15 jours avant la première représentation	236
BORDEREAU DECLARATIF DEFINITIF	236
A retourner 15 jours suivant le terme de chaque trimestre	236
BORDEREAU DECLARATIF DE REGULARISATION	236
Spectacles donnés entre le 1er janvier 1995 et le 30 avril 1995 A retourner au plus tard le 30 juin 1995 Etablir un bordereau séparé pour chaque spectacle	236
LIEUX D'ACCUEIL.	236

PHONOGRAMMES DU COMMERCE	237
(joindre une photocopie des jaquettes)	237
Accord du 27 mai 2004 relatif à la gestion des congés individuels de formation	237
Droits couverts	238
Financement du dispositif	238
Conseil de gestion	238
Rôle et missions du conseil de gestion	238
Règles de prise en charge et d'étude des dossiers	238
Commissions paritaires d'étude de dossiers	238
Recours gracieux	238
Champ d'application	239
Durée, dépôt et demande d'extension	239
Textes Attachés	239
Avenant n° 1 du 16 novembre 2004 modifiant l'article 8 de l'accord national professionnel du 27 mai 2004 relatif à la gestion des congés individuels de formation	239
Lettre d'adhésion du 3 mars 2005 du syndicat de la distribution directe (SDD) à l'accord national professionnel du 27 mai 2004	241
Accord interbranche du 22 mars 2005 relatif à l'harmonisation des plafonds applicables à l'indemnité journalière de congé payé dans les branches d'activité du spectacle vivant	241
Préambule.	241
Définition commune du champ d'application des conventions collectives des secteurs privé et public.	241
Mise en oeuvre du présent protocole.	241
Commission de conciliation paritaire.	242
Champs connexes.	242
Extension.	242
Textes Attachés	242
Accord du 7 mars 2012 relatif à l'indemnité journalière de congé payé	242
Accord du 2 février 2005 relatif à la formation professionnelle continue	242
Préambule	242
Champ d'application	243
Missions de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications	243
Le comité de pilotage de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications	243
Mise en oeuvre et financement de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications	243
Durée de l'accord	244
Litiges et contrôles	244
Extension de l'accord	244
Accord du 2 février 2005 relatif à la formation professionnelle continue	244
Préambule	244
TITRE Ier : Définition des priorités du spectacle vivant et mise en oeuvre de la politique de formation	245
Champ d'application de l'accord-cadre	245
Attributions de la commission paritaire nationale emploi-formation du spectacle vivant (CPNEF-SV)	245
Attributions du conseil de gestion de la section professionnelle : ' spectacle vivant ' de l'AFDAS	245
L'observatoire prospectif des métiers et des qualifications	245
La consultation des instances représentatives du personnel	245
TITRE II : Les dispositifs de formation	246
Le plan de formation de l'entreprise	246
Le plan de formation de la branche	246
Les congés individuels de formation, les congés bilans de compétences, les validations des acquis de l'expérience	246
Les contrats de professionnalisation	246
Les périodes de professionnalisation	247
Coûts pédagogiques des actions dans le cadre des contrats de professionnalisation et des périodes de professionnalisation	248
Le droit individuel à la formation	248
TITRE III : Les contributions des entreprises	248
L'assiette de la contribution	248
Les entreprises employant au minimum 10 salariés (hors salariés intermittents du spectacle)	248
Les entreprises occupant moins de 10 salariés (hors salariés intermittents du spectacle)	249
Le seuil de 10 salariés (hors salariés intermittents du spectacle)	249
Contributions quel que soit l'effectif	249
TITRE IV : DUREE ET DENONCIATION	249
Durée	249
Dénonciation	249
TITRE V : ACCORDS CONVENTIONNELS ET D'ENTREPRISE	250
Accords conventionnels	250
Accords d'entreprise	250
Textes Attachés	250
Avenant n° 1 du 30 juin 2008 à l'accord du 2 février 2005 relatif à la formation professionnelle	250
Préambule	250
Avenant n° 2 du 4 décembre 2009 à l'accord du 2 février 2005 relatif à la formation professionnelle continue	251
Préambule	251
Accord du 4 décembre 2009 à l'accord du 2 février 2005 relatif au financement de la formation professionnelle	252
Préambule	253
Avenant du 8 mars 2006 relatif à la prise en charge des dépenses de fonctionnement d'un CFA	254
Accord du 30 juin 2008 relatif aux modalités d'accès à la formation professionnelle pour les salariés employés sous contrat de travail à durée déterminée (hors IDS) dans une entreprise du spectacle vivant	255
Accord du 25 mars 2008 relatif aux plafonds congés dans le spectacle vivant (théâtres privés, tournées, entreprises artistiques et culturelles et	

cabarets)	257
Accord professionnel du 19 novembre 2018 relatif à l'OPCO (AFDAS)	257
Préambule	258
1. <i>Objet et dénomination</i>	259
2. <i>Périmètre de l'opérateur de compétences</i>	259
3. <i>Forme juridique et textes constitutifs</i>	259
4. <i>Missions</i>	259
5. <i>Dispositions financières</i>	260
6. <i>Gouvernance</i>	260
7. <i>Signature ultérieure par une organisation syndicale ou patronale</i>	261
8. <i>Dévolution</i>	261
9. <i>Durée et entrée en vigueur</i>	261
10. <i>Loi applicable et règlement des différends</i>	261
11. <i>Interprétation</i>	262
12. <i>Commission de suivi</i>	262
13. <i>Clause de revoyure</i>	262
14. <i>Effet</i>	262
15. <i>Révision</i>	262
16. <i>Dénonciation</i>	262
17. <i>Dépôt, notification, transmission à l'administration et publicité</i>	262
18. <i>Agrément et extension</i>	262
Annexes	262
Textes parus au JORF	JO-1
Nouveautés	NV-1
<i>Accord collectif national interprofessionnel relatif à l'aménagement du travail à temps partiel pour les salariés des entreprises du spectacle vivant et enregistré (10 juin 2014)</i>	NV-1
Liste des sigles	SIG-1
Liste thématique	THEM-1
Liste chronologique	CHRO-1
Index alphabétique	ALPHA-1

**Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984.
Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.**

Signataires	
Organisations patronales	Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (Syndecac).
Organisations de salariés	Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FNSAC-CGT) ; Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle (Synptac-CGT) ; Syndicat français des artistes interprètes (SFA-CGT), et, sauf en ce qui concerne l'article 25 de la convention et l'annexe B 2 : Fédération des travailleurs de l'information, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FTIAAC-CFDT) ; Syndicat des professions artistiques et culturelles (Synapac-CFDT) ; Syndicat des artistes du spectacle (Sydas-CFDT).
Organisations adhérentes	Syndicat indépendant des artistes-interprètes (SIA), le 1er octobre 1984 Syndicat national libre des acteurs (CISL-FO), le 13 avril 1987 Syndicat national des directeurs des théâtres publics (SNDTP) par adhésion du 24 octobre 1997 (BO CC 97-48) La chambre syndicale des directeurs-producteurs de théâtre, 5 rue du cirque, 75008 Paris, par lettre du 20 octobre 1998 (BO CC 99-19) Syndicat national des orchestres et théâtres lyriques subventionnés de droit privé (SYNOLYR), par lettre du 1er mars 2002 (BO CC 2002-12-13) Syndicat de la communication écrite, graphique, du spectacle et de l'audiovisuel CFTC, 8, boulevard Berthier, 75017 Paris, par lettre du 30 avril 2002 (BO CC 2002-19) Chambre professionnelle des directeurs d'opéra par lettre du 11 juin 2002 (BO CC 2002-28) Union des syndicats des artistes interprètes créateurs et enseignants de la musique, de la danse, de l'art dramatique et des arts plastiques, 21 bis, rue Victor-Massé, 75009 Paris, par lettre du 11 juin 2003 (BO CC 2003-27) Syndicat des artistes-interprètes et enseignants de la musique et de la danse de Paris Ile-de-France (SAMUP), 21 bis, rue Victor-Massé, 75009 Paris, par lettre du 11 juin 2003 (BO CC 2003-31) Union nationale des syndicats autonomes (UNSA-Spectacle et communication), 21 rue Jules-Ferry, 93177 Bagnolet Cedex, par lettre du 11 septembre 2003 (BO CC 2003-39) Syndicat UNSA / SNAPSA, sections : SACEM et SACD par lettre du 19 septembre 2003 (BO CC 2003-41) Syndicat autonome de l'industrie cinématographique et des spectacles (SNAICS), membre de l'UNSA, pôle 4, 21, rue Jules-Ferry, 93177 Bagnolet Cedex, par lettre du 3 juin 2005 (BO CC 2005-24) Syndicat national des petites et moyennes structures non lucratives de musiques actuelles (SMA), 9, rue des Olivettes, 44000 Nantes, par lettre du 24 octobre 2005 (BO CC 2005-46) Syndicat national CFTC SCSL, par lettre du 14 mars 2012 (BO n°2012-28)

Titre Ier : Dispositions générales

Champ d'application

Article I.1

En vigueur étendu

La présente convention et ses annexes règlent sur le territoire national les rapports entre, d'une part, le personnel artistique, technique et administratif, à l'exception du personnel de l'État et du personnel de droit public des collectivités territoriales et, d'autre part, les entreprises du secteur public du spectacle vivant.

Les entreprises du secteur public du spectacle vivant sont des structures de droit privé (quel que soit leur statut) et de droit public qui répondent à l'un ou plusieurs des caractères suivants :

- entreprises dont la direction est nommée par la puissance publique (État et/ ou collectivités territoriales) ;
- entreprises dont l'un au moins des organes de décision comporte en son sein 1 représentant de la puissance publique ;
- entreprises bénéficiant d'un label décerné par l'État (compagnies dramatiques conventionnées, compagnies chorégraphiques conventionnées, scènes de musiques actuelles conventionnées et en général toutes structures conventionnées ou missionnées) ;
- entreprises subventionnées directement par l'État et/ ou les collectivités territoriales dans le cadre de conventions pluriannuelles de financement, ou de conventions d'aides aux projets pour les compagnies dramatiques, chorégraphiques, lyriques, des arts de la piste ou de la rue, les ensembles musicaux ...

Sont exclus de ce champ d'application :

- les entreprises du secteur privé du spectacle vivant au sens de l'accord interbranches du spectacle vivant du 22 mars 2005 portant définition commune des champs d'application des conventions collectives des secteurs privé et public ;
- les théâtres nationaux (Comédie-Française, théâtre de l'Opéra de Paris, Odéon, Chaillot, théâtre national de Strasbourg, théâtre national de la Colline et Opéra-Comique) ;
- les établissements en régie directe, sauf pour ce qui concerne leurs rapports avec le personnel employé sous contrat de droit privé ;
- les organismes de droit privé, sans but lucratif, qui développent à titre principal des activités d'intérêt social dans les domaines culturels, éducatifs, de loisirs et de plein air.

La commission de conciliation paritaire, créée par l'accord interbranches du 22 mars 2005, étendu par arrêté du ministère du travail du 5 juin 2007,

instruira les éventuels conflits de délimitation avec les conventions du secteur privé.

Durée, révision, dénonciation

Article I.2

En vigueur étendu

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Sa dénonciation éventuelle, en respectant le délai minimum de préavis fixé par la loi, doit être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception et notifiée aux autres signataires de la convention, et donner lieu à dépôt auprès du ministre chargé du travail.

Si la dénonciation émane de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, la convention collective continue de produire ses effets jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention qui lui est substituée ou, à défaut, pendant une durée de 3 ans à compter du dépôt de la dénonciation.

Une demande de révision, totale ou partielle, de la présente convention peut intervenir à tout moment de la part d'une ou plusieurs organisations syndicales.

Lorsqu'une demande de révision est présentée par une organisation syndicale en commission paritaire, cette demande sera inscrite à l'ordre du jour d'une commission paritaire ultérieure.

A défaut, toute demande de révision fera l'objet d'une notification à l'ensemble des signataires par lettre recommandée avec avis de réception. Elle sera accompagnée des motifs invoqués à l'appui et des propositions de modifications. Elle sera obligatoirement examinée dans un délai de 3 mois, à partir du jour de la notification.

Dans tous les cas, une convocation avec un ordre du jour qui précisera les sujets de révision sera adressée soit par le ministère du travail dans le cadre d'une commission mixte paritaire, soit par le FCAP à toutes les organisations d'employeurs et toutes les organisations de salariés représentatives dans la branche.

Toute proposition de modification ne peut être examinée qu'en tant que révision dans le cadre de la commission paritaire. Aucune instance, commission ou groupe de travail ne peut s'autosaisir dans le même but.

Droits acquis

Article 1-3

En vigueur étendu

Modifié par avenant du 17-7-1997 en vigueur le 1-10-1997 BOCC 97-32 étendu par arrêté du 12-6-1998 JORF 23-6-1998.

La mise en oeuvre de la présente convention ne peut en aucun cas donner lieu à réduction d'avantages acquis. Les dispositions contenues dans les articles de la présente convention ne peuvent se cumuler avec les

Liste thématique

Theme	Titre	Article	Page
Accident du travail	Rémunération des emplois autres qu'artistiques (figurant dans les filières administration-production, communication-relations publiques-action culturelle, technique) (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)	Article X.4	31
	Rémunération des emplois autres qu'artistiques (figurant dans les filières administration-production, communication-relations publiques-action culturelle, technique) (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)	Article X.4	31
Arrêt de travail, Maladie	Prévoyance (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)	Article XII.2	39
	Rémunération des emplois autres qu'artistiques (figurant dans les filières administration-production, communication-relations publiques-action culturelle, technique) (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)	Article X.4	31
Champ d'application	Avenant du 20 février 2009 relatif à la mise à jour de la convention (Avenant du 20 février 2009 relatif à la mise à jour de la convention)		88
	Champ d'application (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
Chômage partiel	Conditions de recours au chômage partiel (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
	Le contrat à durée indéterminée intermittent (CDII) (Accord du 24 juin 2008 relatif à la politique contractuelle dans le spectacle vivant public et privé)		
Démission	Préavis (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
Harcèlement	Coactivité (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
	Droits d'alerte et de retrait (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
	Enquête interne (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
	Information. ? Prévention (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
	Procédure disciplinaire et sanctions disciplinaires (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
Maternité, Adoption	Conditions de travail pendant la grossesse (Accord du 3 juillet 2012 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes)		
	Congés exceptionnels (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
	Congés sans solde (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
	Titre IX : Congés (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
Paternité	Congés exceptionnels (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
	Congés exceptionnels (Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.)		
Période d'essai			

Liste chronologique

Date	Texte	Page
1984-01-01	Convention collective nationale du 1 janvier 1984 relative au volume d'emploi des artistes-interprètes	62
1984-01-01	Convention collective nationale pour les entreprises artistiques et culturelles du 1er janvier 1984. Etendue par arrêté du 4 janvier 1994 JORF 26 janvier 1994.	1
1985-11-06	Accord du 6 novembre 1985 relatif à la formation professionnelle en vigueur à la date de parution de l'arrêté d'extension au Journal officiel.	228
1986-01-24	Accord national professionnel concernant la formation professionnelle des salariés employés par contrat à durée indéterminée dans les secteurs des spectacles vivants et de l'action culturelle.	227
1988-05-03	Accord national professionnel du 3 mai 1988 relatif à la formation professionnelle, Entreprises d'action culturelle	62
1992-06-24	Accord du 24 juin 1992 relatif à la gestion des plans de formation	230
1993-02-02	Avenant du 2 février 1993 à l'article 1er de la convention	63
1993-06-22	Accord du 22 juin 1993 portant création d'une commission paritaire nationale emploi-formation	232
1994-12-13	Avenant du 13 décembre 1994 relatif à la réduction de l'AFDAS comme OPCA	170
1995-05-16	Accord du 16 mai 1995 relatif aux enregistrements sonores	
	Annexe I à l'accord du 16 mai 1995 relatif aux enregistrements sonores	
1996-02-24	Accord du 24 février 1996 relatif à l'indemnisation des frais de transport et de repas des organisations syndicales siégeant à la commission mixte nationale	
	Accord du 18 juillet 1997 relatif au fonds commun d'aide au paritarisme	
1997-07-18	Accord du 18 juillet 1997 relatif au fonds commun d'aide au paritarisme, Statuts du fonds commun d'aide au paritarisme pour la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles	
	Accord du 18 juillet 1997 relatif aux statuts du fonds national des activités sociales	
	Accord du 18 juillet 1997 relatif aux statuts du fonds national des activités sociales des entreprises artistiques et culturelles	
1998-03-23	Accord du 23 mars 1998 relatif au FNAS	
1999-04-14	Accord collectif national du 14 avril 1999 relatif à l'aménagement et au suivi des dispositions relatives à l'organisation et aux temps de travail	
2003-11-05	Accord du 5 novembre 2003 relatif aux artistes interprètes dans les centres dramatiques nationaux	
2003-12-16	Annexe du 16 décembre 2003 relative aux salaires des artistes interprètes des chœurs permanents	
2004-02-05	Lettre de dénonciation du 5 février 2004 de la CNRL de l'accord du 24 juin 1992	
2004-03-27	Rectificatif au Bulletin officiel n° 2004-9 du 27 mars 2004 Rectificatif du 27 mars 2004	
2004-05-27	Accord du 27 mai 2004 relatif à la gestion des congés individuels de formation	
2004-09-28	Annexe relative aux artistes interprètes des chœurs permanents Avenant du 28 septembre 2004	
2004-11-16	Avenant n° 1 du 16 novembre 2004 modifiant l'article 8 de l'accord national professionnel du 27 mai 2004 relatif à la gestion des congés individuels de formation	
2005-02-02	Accord du 2 février 2005 relatif à la formation professionnelle continue	
	Accord du 2 février 2005 relatif à la formation professionnelle continue	
2005-03-03	Lettre d'adhésion du 3 mars 2005 du syndicat de la distribution directe (SDD) à l'accord national professionnel du 27 mai 2004	
2005-03-22	Accord interbranche du 22 mars 2005 relatif à l'harmonisation des plafonds applicables à l'indemnité journalière de congés des branches d'activité du spectacle vivant	
2005-04-11	Accord du 11 avril 2005 relatif aux salaires	
2005-06-01	Accord du 1er juin 2005 du syndicat autonome national de l'industrie cinématographique et audiovisuelle	
2005-10-21		
2005-12-11		
2006-03-01		
2007-04-11		
2007-07-01		
2007-12-01		
2008-03-21		
2008-06-21		
2008-06-21		
2008-06-30		
2008-07-01		
2009-02-21		
2009-03-21		
2009-06-11		
2009-12-01		
2010-02-21		
2010-04-11		
2010-05-21		
2010-10-11		
2011-04-01		

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE POUR LES
ENTREPRISES ARTISTIQUES ET CULTURELLES DU
1ER JANVIER 1984. ETENDUE PAR ARRÊTÉ DU 4
JANVIER 1994 JORF 26 JANVIER 1994.

IDCC 1285

Brochure 3226

SYNTHÈSE

14/02/2023

Remarques

I. Signataires

- a. **Organisations patronales/syndicales d'employeurs**
- b. **Syndicats de salariés**

II. Champ d'application

- a. **Champ d'application professionnel**
- b. **Champ d'application territorial**

III. Contrat de travail - Essai

- a. **Contrat de travail**
- i. Dispositions générales
- ii. Dispositions spécifiques aux artistes
- iii. Dispositions spécifiques aux artistes de Cirque
- b. **Période d'essai**
- i. Durée de la période d'essai
- ii. Indemnité de double résidence pendant la période d'essai
- iii. Préavis de rupture pendant l'essai

c. **Ancienneté**

IV. Classification

- a. **Les emplois non artistiques**
- i. Tableau sur les groupes
- ii. Descriptifs des fonctions par filières
- b. **Les emplois artistiques**
- i. Tableau et définition sur les groupes
- ii. Nomenclature des emplois artistiques

V. Salaires et indemnités

- a. **Salaires minima**
- i. des emplois autres qu'artistiques
- ii. Salaire des artistes
- b. **Indemnités feu habillé; et feu de participation au jeu;**
- c. **Salaire des jeunes de moins de 18 ans**
- d. **Prime d'ancienneté**
- e. **Indemnité journalière d'équipement**
- f. **Rémunération du travail de nuit, du dimanche et d'un jour férié**
- i. Rémunération du travail de nuit
- ii. Rémunération du travail le samedi, le dimanche ou un jour férié
- g. **Prime de panier et prime d'équipe**
- h. **Déplacements**
- i. **Changement de résidence**
- i. Indemnité de double résidence pendant la période d'essai
- ii. Indemnité de changement de résidence et d'installation
- j. **Remplacement**
- i. Remplacement temporaire d'un salarié par un autre membre du personnel en cas de vacance suite à la rupture du contrat de travail
- k. **Indemnités d'installation et de double résidence pour les artistes de Cirque**

VI. Temps de travail, repos et congés

- a. **Temps de travail**
- i. Durée hebdomadaire et quotidienne du travail
- ii. Durée spécifique du travail
- iii. Aménagement du temps de travail
- iv. Heures supplémentaires
- v. Travail le dimanche
- vi. Convention de forfait annuel en jours
- b. **Repos et jours fériés**
- i. Repos
- ii. Jours fériés
- c. **Congés**
- i. Congés payés
- ii. Autres congés

VII. Déplacements et tournées, voyages

- a. **Déplacements et tournées,**
- i. Décompte des temps de trajet / Temps de travail effectif
- ii. Indemnité de déplacement
- iii. Diverses dispositions engendrées par les déplacements et les tournées
- b. **Voyages**
- i. Mode de transport
- ii. Repos à l'issue des voyages
- iii. Temps de transport et autres temps quotidiens et hebdomadaire
- iv. Temps de conduite maxima

VIII. Formation professionnelle

- a. **Les contrats de professionnalisation**
- i. Durée du contrat de professionnalisation
- ii. Rémunération du salarié en contrat de professionnalisation
- iii. Fonction tutorale
- b. **Mise en oeuvre de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)**
- i. Les bénéficiaires et les objectifs de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)
- ii. Durée de la Pro-A

- iii. Le tutorat
- c. Le passeport formation**
- d. Le bilan de compétences et la validation des acquis de l'expérience (VAE)**
- IX. Maladie, accident du travail, maternité**
- a. Maladie et accident du travail**
- i. Garantie d'emploi en cas de maladie ou accident
- ii. Indemnisation des absences en cas de maladie
- iii. Indemnisation des absences en cas d'accident du travail
- b. Maternité, paternité et adoption**
- i. Réduction d'horaire, consultations pré et postnatales, allaitement
- ii. Indemnisation du congé de maternité, de paternité
- iii. Congé d'adoption
- X. Retraite complémentaire, prévoyance**
- a. Retraite complémentaire**
- i. Caisse de retraite
- ii. Cotisations retraite complémentaire
- b. Prévoyance**
- i. Institutions de prévoyance
- ii. Personnels concernés
- iii. Garanties
- iv. Salaire de référence
- v. Portabilité
- vi. Cotisations prévoyance et répartition
- c. « Régime frais de santé**
- i. Organisme assureur
- ii. Bénéficiaires
- iii. Tableau des garanties
- iv. Cotisations, répartition
- v. Suspension du contrat de travail et maintien des garanties
- vi. Maintien des garanties après rupture du contrat de travail : la portabilité
- XI. Rupture du contrat**
- a. Préavis de démission ou de licenciement**
- i. Heures de liberté pour recherche d'emploi
- b. Indemnité de licenciement**
- c. Rupture conventionnelle**
- d. Retraite**
- i. Préavis de départ ou de mise à la retraite
- ii. Indemnité de départ ou de mise à la retraite

Remarques

Pour vous permettre de savoir à qui et quand doit-on appliquer les dispositions, par principe, sauf disposition contraire, par application des dispositions légales :

- les accords doivent être appliqués par les adhérents des organisations patronales signataires à partir du jour qui suit leur dépôt (quand elle est renseignée, nous indiquons la date). Le texte concerné sera reproduit en italique.
- lorsque l'accord nécessite un agrément, seul son obtention rend opposable le texte aux adhérents des organisations patronales signataires. La référence de l'agrément sera alors mentionnée.
- les non adhérents doivent appliquer le contenu de l'accord au lendemain de la publication au JORF de son arrêté d'extension. Le texte concerné sera reproduit en caractère droit.

Pour optimiser l'efficacité de la portée des alertes, y seront mentionnées les organisations patronales signataires.

- la convention collective initiale date du 1^{er} janvier 2009, étendue par l'arrêté du 4 janvier 1994, JORF du 26 janvier 1994. Elle a fait l'objet d'une mise à jour via l'avenant du 20 février 2009 étendu par l'arrêté du 23 décembre 2009, JORF du 30 décembre 2009 applicable depuis le 1^{er} janvier 2010. Cette convention collective intéresse plusieurs catégories de personnel dont les artistes. Une distinction est opérée entre des dispositions générales de la CCN et celles spécifiques aux personnels artistiques. Cette différenciation, lorsqu'elle existe, sera annoncée et détaillée ci-après. En l'absence de mesures dédiées, les dispositions décrites sont opposables à l'ensemble du personnel.

- les partenaires sociaux (accord du 20 décembre 2017 étendu par l'arrêté du 23 décembre 2019, JORF du 10 janvier 2020) intègrent à cette CCN sous le titre XVII les artistes de Cirque dont les dispositions qui leurs sont propres sont détaillées ci-dessous.

I. Signataires

a. Organisations patronales/syndicales d'employeurs

L'accord du 20 décembre 2017 étendu par l'arrêté du 23 décembre 2019, JORF du 10 janvier 2020 qui intègre à cette CCN les artistes du cirque est signé par les organisations patronales :

- PROFEDIM - Syndicat Professionnel des Producteurs, Festivals, Ensembles, Diffuseurs Indépendants de Musique ;
- FSICPA - Fédération des Structures Indépendantes de Création et de Production Artistiques ;
- SMA - Syndicat des Musiques Actuelles ; SNSP - Syndicat National des Scènes Publiques ;
- SYNDEAC - Syndicat National des Entreprises Artistiques et Culturelles

Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (Syndeac) ;

Syndicat national des directeurs des théâtres publics SNDTP, adhésion du 12 juin 1995.

Syndicat national des orchestres et théâtres lyriques subventionnés de droit privé (SYNOLYR), adhésion à partir du 1^{er} janvier 2002 selon lettre du 1^{er} mars 2002.

Chambre professionnelle des directeurs d'opéra (CPDO), adhésion à partir du 1^{er} janvier 2002 selon lettre du 11 juin 2002.

Union des syndicats des Artistes Interprètes Créateurs et Enseignants de la Musique, de la Danse, de l'Art dramatique et des Arts plastiques (AICE), adhésion par lettre du 11 juin 2003.

Syndicat national des petites et moyennes structures non lucratives de musiques actuelles (SMA), adhésion par lettre 24 octobre 2005.

PROFEVIS, syndicat professionnel des ensembles vocaux et instrumentaux spécialisés, adhésion par lettre 17 décembre 2005.

b. Syndicats de salariés

L'accord du 20 décembre 2017 étendu par l'arrêté du 23 décembre 2019, JORF du 10 janvier 2020 qui intègre à cette CCN les artistes du cirque est signé par les syndicats de salariés :

- SNAPAC - CFTD - Syndicat National des Artistes et des Professionnels de l'Animation, du Sport et de la Culture
- SFA - CGT - Syndicat Français des Artistes

Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FNSAC-CGT) ;

Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle (Synptac-CGT) ;

Syndicat français des artistes interprètes (SFA-CGT) ;

Fédération des travailleurs de l'information, de l'audiovisuel et de l'action

culturelle (FTIAAC-CFDT) ;

Syndicat national des professions artistiques et culturelles (Synapac-CFDT) ;

Syndicat des artistes du spectacle (Sydas-CFDT) ;

Syndicat indépendant des artistes-interprètes (SIA), adhésion par lettre du 1^{er} octobre 1984 ;

Syndicat national libre des acteurs (CISL-FO), adhésion par lettre du 13 avril 1987 ;

Fédération des syndicats des arts, des spectacles, de l'audiovisuel et de la presse Force ouvrière (FASAP-FO), adhésion par lettre du 7 février 1994 ;

CFTC, adhésion par lettre du 30 avril 2002 ;

Syndicat des artistes interprètes et enseignants de la musique et de la danse de Paris Ile de France (SAMUP), adhésion par lettre du 11 juin 2003 ;

UNSA Spectacle et Communication, adhésion par lettre du 11 septembre 2003 ;

UNSA/SNAPSA (Sections SACEM et SACD), adhésion par lettre du 19 septembre 2003 ;

Fédération nationale SAMUP (FNS), adhésion par lettre du 8 septembre 2004 ;

Syndicat national autonome de l'industrie cinématographique et des spectacles (SNAICS), adhésion par lettre du 3 juin 2005.

CFTC SCSL, adhésion par lettre du 14 mars 2012.

II. Champ d'application

a. Champ d'application professionnel

Cette convention et ses annexes règlent les rapports entre d'une part, le personnel artistique, technique et administratif, à l'exception du personnel de l'État et des collectivités territoriales et d'autre part, les entreprises du secteur «public» du spectacle vivant.

L'accord du 20 décembre 2017 étendu par l'arrêté du 23 décembre 2019, JORF du 10 janvier 2020 intègre à cette CCN les artistes du cirque.

Les entreprises du secteur «public» du spectacle vivant sont :

- des structures de droit privé (quel que soit leur statut).
- des structures de droit public si elles répondent à l'un ou plusieurs des caractères suivants :
 - entreprises dont la direction est nommée par la puissance publique (état et/ou collectivités territoriales) ;
 - entreprises dont l'un au moins des organes de décision comporte en son sein un représentant de la puissance publique ;
 - entreprises bénéficiant d'un label décerné par l'état (compagnies dramatiques conventionnées, compagnies chorégraphiques conventionnées, scènes de musiques actuelles conventionnées et en général toutes structures conventionnées ou missionnées) ;
 - entreprises subventionnées directement par l'état et/ou les collectivités territoriales dans le cadre de conventions pluriannuelles de financement, ou de conventions d'aides aux projets pour les compagnies dramatiques, chorégraphiques, lyriques, des arts de la piste ou de la rue, les ensembles musicaux, ...

Sont exclus de ce champ d'application :

- les entreprises du secteur privé du spectacle vivant au sens de l'accord interbranche du spectacle vivant du 22 mars 2005 portant définition commune des champs d'application des conventions collectives des secteurs privé et public.
- les théâtres nationaux (Comédie Française, Théâtre de l'Opéra de Paris, Odéon, Chaillot, Théâtre National de Strasbourg, Théâtre National de la Colline et Opéra-Comique),
- les établissements en régie directe, sauf pour ce qui concerne leurs rapports avec le personnel employé sous contrat de droit privé, apporté de l'avenant du 28 mars 2018 étendu par l'arrêté du 17 avril 2019, JORF du 25 avril 2019
- les organismes de droit privé, sans but lucratif, qui développent à titre principal des activités d'intérêt social dans les domaines culturels, éducatifs, de loisirs et de plein air.

Nota Bene : tous conflits de délimitation avec les conventions du secteur privé relève de la «commission de conciliation paritaire» créée par l'accord interbranche du 22 mars 2005, étendu par arrêté du ministère du travail du 5 juin 2007.

b. Champ d'application territorial

Le champ d'application territorial s'étend à l'ensemble du territoire national.

III. Contrat de travail - Essai

a. Contrat de travail

i. Dispositions générales